Document généré le 25 avr. 2024 13:57

Cahiers de géographie du Québec

Un colloque, une idée, une pratique : la recherche action

Jean Désy

Volume 26, numéro 68, 1982

URI : https://id.erudit.org/iderudit/021563ar
DOI : https://doi.org/10.7202/021563ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)
1708-8968 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Désy, J. (1982). Un colloque, une idée, une pratique : la recherche action. *Cahiers de géographie du Québec*, *26*(68), 251–256. https://doi.org/10.7202/021563ar

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 1982

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

UN COLLOQUE, UNE IDÉE, UNE PRATIQUE: LA RECHERCHE-ACTION

par

Jean DÉSY

Université du Québec à Chicoutimi, 555 chemin Saint-Thomas, Chicoutimi, G7H 2P9

*

* *

UN COLLOQUE QUI S'ÉCLATERA PEUT-ÊTRE...

En octobre 1981, un groupe de professeurs de l'Université du Québec à Chicoutimi gagnait le pari de réunir dans une même salle, deux jours durant, une centaine de chercheurs et d'étudiants, d'ici et d'ailleurs, afin de pousser la réflexion sur un type de recherche en ré-émergence: la recherche-action. Les invités: Gérald Fortin, de l'INRS-urbanisation; Henri Desroche, directeur de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris; Fernand Gauthier, de l'Université de Montréal; Yves Vaillancourt, de l'UQAM; Hugues Dionne, de l'UQAR, tous impliqués à des titres divers, dans des projets et démarches de recherche-action, depuis une ou plusieurs décennies. On confia à ces invités le double rôle de catalyseurs des discussions et de reflet-miroirs de nos pratiques. Le souci d'opérationalisation des concepts de recherche-action par des projets soutenus financièrement, exigeait une représentation d'organismes subventionnaires, le FCAC et le CQRS notamment. Les hôtes participants actifs: quelque vingt-six professeurs et étudiant(e)s de l'UQAC, issu(e)s de six départements souvent multidisciplinaires, projetant les visions d'une douzaine de disciplines diverses: géographie, sciences sociales, sciences de la santé, affaires sociales, sciences économiques, administration, éducation, linguistique, lettres, sciences religieuses, sciences fondamentales... Un temps fort, bref un événement marquant de la vie des douze dernières années de cette constituante de l'UQ, et peut-être un premier point de repère événementiel pour une prochaine montée de la recherche-action au Québec. Non dans le sens que ce colloque ré-inventait un concept et une pratique propres à déclencher un bond en avant de la science-au-service-du-monde! Loin de là: une littérature déjà importante, essentiellement américaine et européenne mais aussi québécoise, précédait, accompagnait et nourrissait les réflexions, bilans et témoignages [1]. D'autre part, deux ou trois colloques à l'échelle nationale ont dégagé des pistes dont les potentialités restent encore à exploiter [2]. C'est précisément dans le sens de la continuité et du suivi que ce colloque ouvre des espoirs à l'échelle québécoise, par la mise sur pied à l'UQAC d'un groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) dont la recherche-action constitue le pivot, l'instrument privilégié quoique non exclusif. Un mécanisme de coordination nationale pourrait éventuellement s'articuler avec le groupe. Nous reviendrons en conclusion sur cet aspect organisationnel de ce projet, mais tentons pour l'instant de faire le point sur le quoi, le comment, le par qui et le pour qui, enfin, le pourquoi de la recherche-action.

UNE IDÉE ET UNE PRATIQUE QUI QUESTIONNENT LA RECHERCHE TRADITIONNELLE

«La recherche-action (...) se drape dans de multiples costumes: recherche participative, recherche conscientisante, analyse institutionnelle, recherche militante, intervention sociologique, (...), "action-research"...»[3] Ainsi s'exprime le professeur Henri Desroche, le gourou européen, voire mondial de la recherche-action. Il précise que «la clef de la plupart de ces opérations réside dans l'énigme du trait d'union Recherche-Action, c'est-à-dire dans la coopération sinon entre deux types de personnages, du moins entre deux types de rôle: celui d'un auteur de recherches et celui d'un acteur social»... «C'est en ce sens que d'aucuns inclinent à considérer une recherche-action optimale comme une recherche co-opérative».

Dans une tentative de typologie de la recherche-action, Desroche distingue:

— *la recherche d'explication*, ou la *recherche-sur*, c'est-à-dire une recherche sur l'action, mais sans action, demandant à l'action soit les causes dont elles sont l'effet, soit les effets dont elles sont la cause.

— *la recherche d'application*, ou la *recherche-pour*, où l'acteur dispose, mais le chercheur propose, notamment des applications escomptées et calculées pour pourvoir à des politiques d'action diverses, de planification centrale ou décentralisée, d'aménagement ou de déménagement, etc.

— *la recherche d'implication*, ou la *recherche-par*, soit par implication des chercheurs dans l'action des acteurs, soit par implication des acteurs dans la recherche des chercheurs. L'un ou l'autre, parfois l'un et l'autre.

Desroche a élaboré des combinaisons multiples de ces trois types de démarche, croisées avec le type de participation (intégrale, appliquée, distanciée, informative, spontanée, usagère, militante, vagabonde...), ou encore avec les variations de rôles entre auteurs et acteurs.

Mais cernons d'un peu plus près les critères d'une recherche-action «modèle», du moins selon la vision du comité de rédaction de la RIAC[4] qui utilisa cette grille pour sélectionner les articles soumis pour le numéro thématique sur la recherche-action. Idéalement,

A) *L'expérience d'action met en rapport un groupe constitué et un chercheur.*

B) *La démarche de recherche se situe dans des rapports vécus de domination de la part du groupe qui est partenaire de l'intervention. On «part» d'une situation de domination.*

C) *L'expérience s'insère dans un processus d'interaction entre un groupe et un «détenteur de connaissance» (chercheur, formateur). Les méthodologies sont définies en interaction, non en vase clos. C'est une forme d'apprentissage collectif.*

D) *Le groupe est pré-existant au chercheur. Il est généralement le demandeur de l'intervention, mais pas nécessairement. (À la limite, le groupe est capable de se définir sans l'action du chercheur). C'est plus une action-recherche qu'une recherche-action.*

E) *Dans ce processus, le groupe se manifeste comme porteur d'une volonté de prise en mains, de contrôle, de participation à l'égard de sa situation.*

F) *Au cours de l'expérience, le groupe acquiert une conscience critique de sa propre situation, détermine une stratégie pour la modifier (élément politique), produit une dynamique différente en rapport avec l'intervention du « détenteur de connaissance ». Le groupe a également une conscience critique de son propre fonctionnement interne, par rapport à ses propres mécanismes de domination interne.*

G) *L'expérience permet une interaction acteur-auteur productive de connaissance nouvelle en ce qui concerne le problème étudié, objet de l'intervention, (savoir populaire, expérienciel vs savoir académique), mais aussi en ce qui concerne les options et les stratégies du groupe (connaissance politique). Elle remet en question l'appareil conceptuel du chercheur. Il y a remise en question de la division du travail intellectuel. Le chercheur devient lui-même sujet de la recherche puisque son savoir (et son statut) se trouve modifié.*

H) *L'expérience doit connaître une certaine durée et ne peut pas être purement événementielle (par exemple, une session intensive de formation).*

« Les formes pures sont rares » nous répétaient nos maîtres à penser géographes d'il y a deux décennies... Cette même nostalgique réflexion s'applique bien sûr à la recherche-action qui ne réussit que bien rarement à remplir toutes les « conditions », ci-haut décrites. Il nous semble plus sage d'utiliser ces critères comme points de repère utiles, balisant une large piste d'envol orientée dans une direction, celle d'une recherche ayant prise sur le vécu des collectivités, remettant en cause le rapport traditionnel de connaissance et débouchant sur le politique, au sens de la modification de la réalité socio-spatiale au profit de l'auto-développement des collectivités régionales.

LES PROBLÈMES SOULEVÉS

Ces perspectives de recherche, enthousiasmantes pour les uns, refroidissantes ou indifférentes pour les autres, ne posent pas moins de sérieuses questions d'ordre épistémologique, méthodologique et opérationnel qu'on ne peut éviter, surtout lorsqu'on s'engage résolument dans un véritable projet. À cet égard, le colloque de Chicoutimi a tout au moins eu le mérite de bien cerner les contours de ces problèmes et de prendre la mesure des limites et des acquis de la recherche-action jusqu'à ce jour. Dégageons quelques-uns de ces problèmes, parmi les plus cruciaux.

LE CALENDRIER ET L'HORAIRE DE L'UNIVERSITÉ NE SONT PAS CEUX DE LA RECHERCHE-ACTION[5]

Le constat d'un manque de visée commune chez l'ensemble des chercheurs-praticiens des universités du Québec, en particulier ceux qui effectuent des recherches-actions en interaction intégrée avec des collectivités, apparaît une lacune fondamentale. Celle-ci conditionne un certain vide méthodologique au plan de la validité des recherches-actions entreprises et des conditions d'exercice de cette recherche dans le contexte universitaire. Ce contexte renvoie à une faible propension institutionnelle à augmenter la pertinence de son intervention de formation et de recherche, tant pour certaines collectivités de citoyens dont les institutions sont habituellement distantes, que pour certains groupes qu'elles desservent déjà. D'autre part, les « chercheurs-acteurs » se butent très fréquemment aux limites et aux contraintes d'un

modèle de recherche encore dominant, de type expérimental, qui exige notamment des justifications rigoureuses relatives au calendrier d'activités (pratiquement impossible à planifier), des contrôles préalables sur le groupe d'intervention, des variables diverses, etc. Tandis que la recherche expérimentale se structure pour déterminer les effets d'un traitement bien déterminé, la recherche-action vise à comprendre des processus ou des conditions antécédentes, sans que l'universitaire impliqué ne puisse ou ne veuille manipuler ces conditions. Mais les questions de fidélité et de validité demeurent importantes et à cet égard, on peut esquisser au moins trois hypothèses méthodologiques s'inspirant de la recherche évaluative, de la recherche « naturaliste » et d'une approche basée sur le processus de connaissance du chercheur lui-même. Nous ne risquerons pas d'explication même superficielle de ces pistes, signalant par contre l'amorce d'une réflexion systématique sur ce point entre l'auteur de l'exposé et les membres du GRIR. Par ailleurs, il nous semble tout aussi, sinon plus important de s'imposer une sérieuse évaluation a posteriori des effets de l'intervention sur le groupe, par et avec le groupe, en rapport avec les objectifs et les méthodes définis au départ. Enfin, pour terminer ce point, relevons l'observation quelque peu cynique de participants qui qualifient la non-ingérence de l'université de « plus bel appui » reçu de cette instance... Car habituellement, les pratiques « extra-institutionnelles » de ces chercheurs non orthodoxes se logent plutôt sur le plateau négatif de la balance qui mesure leur rendement professionnel. À la limite, elles s'inscrivent au chapitre du service à la collectivité, service rendu sur le temps libre des chercheurs... L'importance déterminante de protocoles d'entente clairs entre chercheurs-acteurs et Administration, sur les composantes intrinsèques de leur tâche de recherche, prend alors un relief tout particulier.

LES SEPT « PÉCHÉS CAPITAUX » — OU « COMMANDEMENTS » — DE LA RECHERCHE MILITANTE[6]

Pour le chercheur de type militant, la recherche-action prend une coloration bien particulière et suscite également un certain nombre d'écueils et d'exigences spécifiques. D'emblée, la recherche-action est située quelque part dans les rapports sociaux, soit du côté des forces sociales dominées, soit du côté des forces dominantes. Elle s'apparente à une praxie, c'est-à-dire à des rapports pratique-théorie-pratique. Elle peut être faite pour promouvoir les intérêts soit des classes populaires dominées, soit des classes capitalistes dominantes, et être conséquemment pour ou contre le changement social pertinent. Enfin, la recherche-action n'est pas gratuite ou désintéressée, mais implique que le partenaire-chercheur a un parti-pris, de la sympathie pour le projet social et politique global d'un ou de plusieurs acteurs sociaux situés dans un camp, auquel projet il s'identifie.

Les écueils signalés et commentés par Vaillancourt peuvent se résumer ainsi : Il faut

- savoir se lier aux luttes sans se laisser totalement absorber par elles ;
- dépasser le mercenariat de gauche ;
- dépasser l'individualisme petit-bourgeois en recherchant la liaison organique avec les groupes ;
- aller chercher ses sources sur le terrain du bloc au pouvoir autant que sur celui des classes populaires ;
- ne pas s'enfermer dans un modèle unique de recherche militante, à caractère « immédiatiste » ou mécanique ;
- trouver un équilibre entre le théorisme et l'empirisme ;

- garder le gouvernail dans nos rapports avec des organismes gouvernementaux, universitaires ou privés susceptibles de subventionner nos recherches ;
- favoriser l'émergence de lieux souples où des chercheurs militants peuvent sortir de leur isolement et s'entraider.

EN EFFEUILLANT LE RESTE DE LA MARGUERITE...

Si d'un côté, la recherche se drape dans de multiples costumes, comme l'explique Henri Desroche, d'autres, comme Gérald Fortin, insistent pour appeler un chat un chat. « Il ne faudrait pas que tout ce qui est intéressant à l'université et ne rentre pas dans une case, on mette ça sous le chapeau recherche-action ». Pour Fortin, le problème soulevé est plus vaste que la recherche-action : « C'est le problème de la relation entre l'université et le milieu et ça peut prendre des formes multiples, dont la recherche-action ». La consultation, la formation clinique, les nouvelles pédagogies d'adulte sont des exemples de formes possibles, à distinguer par ailleurs de la recherche-action.

Sur un autre plan, rappelle Hugues Dionne, il faut retenir que d'une part, la recherche ne se fait pas exclusivement à l'université et l'action par le milieu et que d'autre part, l'action doit être la tête chercheuse de la démarche et définir la recherche à faire. Les conséquences de ce principe déteignent fortement sur les exigences de contrôle universitaire du produit fini, quasi impérativement écrit. Ce produit fini qui aux yeux de l'Institution, compte infiniment plus que le processus d'apprentissage et de découverte, au sein de l'action-recherche...

EN CONCLUSION

« Il m'apparaît important (...) d'aménager des lieux et des conjonctures qui permettent aux universitaires impliqués dans la recherche-action, de se rencontrer pour faire le point sur les activités en cours, et ceci en interaction avec des chercheurs critiques face à cette approche »[7]. Cette suggestion de Fernand Gauthier nous apparaît vitale pour favoriser la contagion de ce type de recherche, pour aider à résoudre les problèmes d'évaluation, de méthodologie, d'accréditation et de structuration de cette recherche en émergence. Ce lieu de rencontre doit aussi permettre d'absorber l'éclatement inévitable des fondements épistémologiques disciplinaires. Car la recherche-action a comme caractéristique de permettre un renouvellement des champs de connaissance, en favorisant l'interaction de collectivités et de chercheurs issus de différents horizons disciplinaires.

C'est ainsi que si le permet l'action conjuguée d'une conjoncture universitaire encore vivable et d'un appétit croissant de chercheurs pour cette recherche, le GRIR (Groupe de Recherche et d'Intervention Régionales) de l'UQAC esquissera une contribution de ce côté, en jetant quelques passerelles au-dessus du parc des Laurentides, à travers et le long du fleuve, en remontant même l'Outaouais... C'est une invitation à celles et à ceux que l'expérience d'une recherche renouvelée, proche du monde et loin du statu quo pourrait intéresser[8]...

NOTES

[1] Notons en particulier le numéro 5/45 de la *Revue internationale d'action communautaire*, printemps 1981, 202 p., portant spécifiquement sur «La recherche-action, ses enjeux, ses pratiques». Édité et diffusé en librairie par les Éditions coopératives Albert St-Martin, C.P. 68, succursale Vimont, Montréal, Qué., H7M 3N7, au coût de 10,00 $ ou encore disponible à l'École de Service Social, Université de Montréal, Montréal, H3C 3J7, directeur: Frédéric Lesemann.

[2] Signalons le colloque sur l'animation et le développement communautaire coopératif, tenu à l'UQAR, en 1978, événement lié à l'émergence d'un certificat en développement régional (maintenant moribond malgré quelques succès), et qui se fondait sur la recherche-action. En mars 1981 et 1982, le CEUAT organisait à Rouyn, deux colloques davantage axés sur la recherche-action en éducation.

[3] «La recherche coopérative comme recherche-action», in *Actes du colloque Recherche-Action*, UQAC, Chicoutimi, octobre 1981, p. 30.

[4] *Revue internationale d'action communautaire, op. cit.*, p. 2.

[5] Exposé de Fernand GAUTHIER, *Actes du colloque Recherche-Action, op. cit.*, p. 55-61: «Quelques conditions de la recherche-action dans les universités».

[6] Exposé de Yves VAILLANCOURT, *Actes du colloque Recherche-Action, op. cit.*, p. 62 à 72: «Quelques difficultés rencontrées dans la recherche militante».

[7] Table ronde, exposé de Fernand GAUTHIER, *Actes du colloque Recherche-Action, op. cit.*, p. 210.

[8] Correspondance: Groupe de Recherche et d'Intervention Régionales, Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), 555 chemin St-Thomas, Chicoutimi (Québec), G7H 2P9.